

**Convention collective régionale**

IDCC : 1384. – **VINS DE CHAMPAGNE**  
**(9 juillet 1985)**

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986,  
*Journal officiel* du 28 juin 1986)

**ACCORD DU 1<sup>ER</sup> AOÛT 2006**  
**RELATIF À L'ARTICLE 24 « PRIME DE VACANCES »**

NOR : ASET0651074M  
IDCC : 1384

**Article C 24**

*Prime de vacances*

Elle concerne toutes les catégories de salariés : employés et ouvriers, agents d'encadrement et cadres.

*a) Salariés de moins de 1 an d'ancienneté :*

La prime de vacances est accordée au prorata du temps de présence effectif au travail pendant la période de référence des congés payés avec un minimum requis de 6 mois en dessous duquel elle n'est pas versée, soit le tableau suivant :

TEMPS TRAVAILLÉ	6 MOIS	7 MOIS	8 MOIS	9 MOIS	10 MOIS	11 MOIS	12 MOIS
Pourcentage de la prime .....	6/12	7/12	8/12	9/12	10/12	11/12	12/12

*b) Salariés de plus de 1 an d'ancienneté :*

Si l'absence au travail est consécutive à un ou plusieurs arrêts de travail indemnisés par la sécurité sociale, la prime est versée totalement pour une période travaillée d'au moins 6 mois, et *pro rata temporis* en deçà, sans condition minima de durée de travail et sans considération des arrêts consécutifs à un accident de travail, soit le tableau suivant.

TEMPS TRAVAILLÉ	5 MOIS	4 MOIS	3 MOIS	2 MOIS	1 MOIS
Pourcentage de la prime	5/12	4/12	3/12	2/12	1/12

Pour les salariés travaillant habituellement à temps partiel, la prime sera établie proportionnellement, conformément à l'article B 15.

Lorsque l'horaire de travail sera collectivement réduit par l'employeur en dessous de 32 heures hebdomadaires pour des motifs de chômage partiel, la réduction proportionnelle de la prime sera appliquée.

Cette prime n'est pas due en cas de départ avant la période des congés ni au cours de cette période en cas de départ volontaire du salarié ou de licenciement pour faute grave.

La prime de vacances sera versée proportionnellement au temps passé depuis le 1<sup>er</sup> juin précédant aux salariés partant au service militaire, ainsi qu'à ceux partant en retraite ou en préretraite, ou licenciés pour motif économique.

Son montant est égal à  $64,4 \times$  valeur du point du coefficient 100 au 1<sup>er</sup> juillet payable avec le salaire de juillet.

#### Aide aux vacances des enfants de salariés

Dans les entreprises qui ne financent ni CE ni aucune activité sociale, un remboursement partiel et forfaitaire des frais sera accordé par salarié.

Son montant est égal à  $4,14 \times$  valeur du point du coefficient 100 au 1<sup>er</sup> juillet payable avec le salaire de juillet.

Par application de l'article A 26, tout salarié peut exiger que la rémunération qui lui est versée (mensuellement ou annuellement) soit globalement calculée à partir de tous les éléments définis par l'accord de classification des emplois et les éléments de salaires (barèmes, primes et autres) résultant de la présente convention. Il ne peut pas, par contre, demander à bénéficier qu'un des éléments de calcul prévu dans la présente convention vienne se cumuler avec une rémunération individuelle attribuée dans l'entreprise plus importante que celle résultant du barème tripartite. C'est le calcul le plus avantageux pour le salarié qui lui est attribué sans qu'il lui soit possible, pour quel que cas que ce soit, d'en revendiquer le cumul.

Accord tripartite du 1<sup>er</sup> août 2006 (annule et remplace les articles C 24.1 et C 24.2 du 21 novembre 1983).

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

Union des maisons de Champagne.

#### **Syndicats de salariés :**

Intersyndicat des salariés du champagne CGT ;

Syndicat du champagne FO ;

Syndicat de maîtrise, employés et cadres du champagne (SMECC).